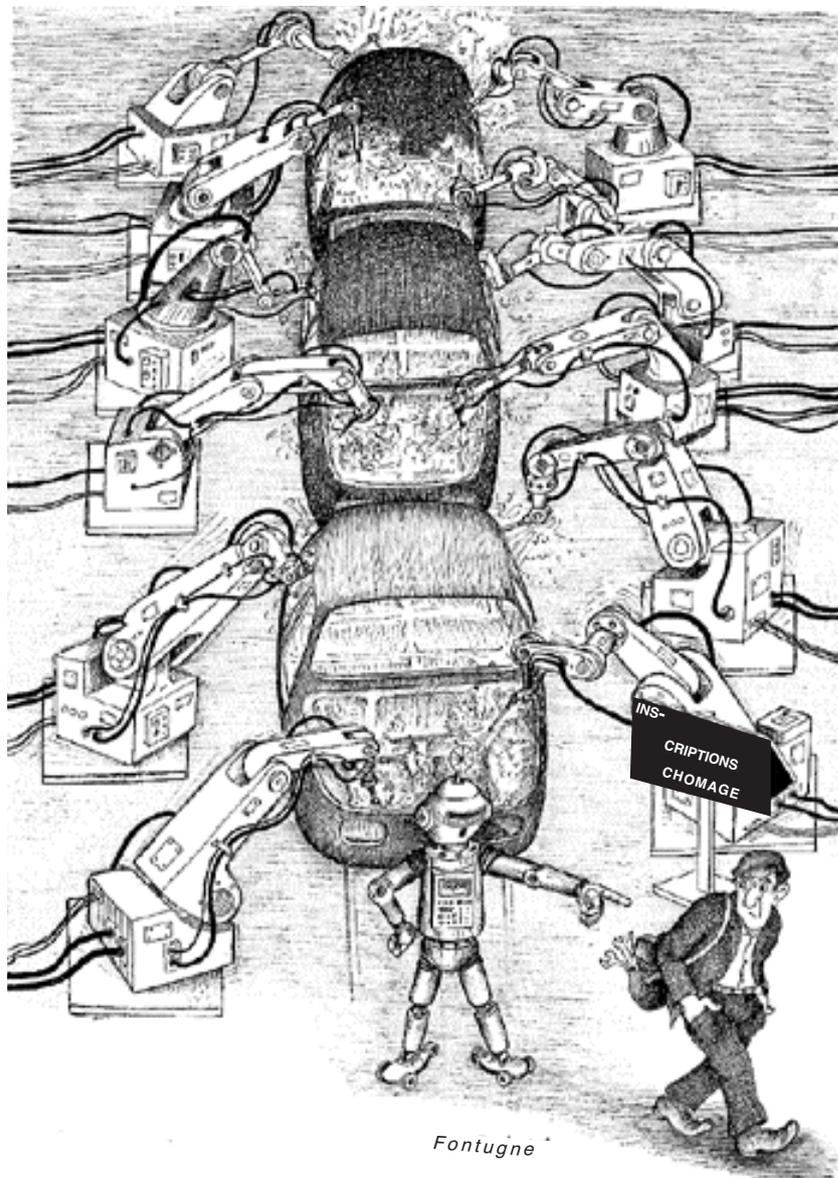


LA GRANDE RELEVÉ

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique



au sommaire de ce numéro :

- p. 3 **LES DAMES PATRONNESSES ONT FAIT LEUR TEMPS.**
J.-P. MON.
Il ne s'agit pas de prendre des gens en charge, mais de les aider à s'organiser.
- LE SILENCE DE L'AMER.**
B. GAUDY.
Sur quoi sont basés les chiffres effarants publiés sur la pédophilie ?
- p. 4 **LU, VU, ENTENDU**
- p. 5 **L'OPINION D'UN CRÉDITISTE SUR "LA TROISIÈME VOIE".**
J. DUTRIEUX.
Éléments critiques et notes de lecture.
- p. 10 **AU FIL DES JOURS**
- p. 11 **LES MILLIARDS INUTILES.**
J. DUBOIN.
Une page d'anthologie : l'article publié le 27 août 1934.
- p. 12 **LA LÉGENDE DES ANGES**
M. SERRES
Dialogue à propos de la société qui vient.
- p. 13 **LAISSÉ FAIRE !**
D. KESSOUS.
Analyse d'un recueil de textes de Turgot, réédités en mai dernier.

N° 969 août-septembre 1997

Journal fondé
en 1934
par **JACQUES DUBOIN**

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.

*Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE : les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

FAX : 01 30 71 93 89

ADRESSE ÉLECTRONIQUE : grande.releve@wanadoo.fr

LES OUVRAGES SUIVANTS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS PAR CORRESPONDANCE AU JOURNAL
(tarifs en dernière page avec un bon de commande) :

♦ *Pour introduire la réflexion en amusant* : **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**. Un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1934, dans un style caustique et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques. Une pièce de théâtre vient d'en être tirée.

♦ *Pour votre réflexion personnelle* : **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**, écrit par Marie-Louise DUBOIN sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer les mécanismes. Publié aux éditions Syros, puis réédité au Canada par *Voici la clef*.

♦ *Pour animer une discussion* : **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN** le texte d'une conférence d'André PRIME.

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions, deux numéros spéciaux* : celui de janvier 1992 : **L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS**, et celui (N°961) de décembre 1996 : **LA TROISIÈME VOIE**.

♦ *Enfin une bande dessinée* : « **ET SI ON CHANGEAIT?** » dessinée par Jacques VIGNES-ELIE).

**Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.**

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.
La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



Les dames patronnesses ont fait leur temps !

Rapprochement entre le Droit au Logement (DAL), Agir Ensemble et le syndicat SUD. Selon Christophe Aguiton, l'un des cofondateurs de SUD, « *le logement est un formidable révélateur de la précarité et DAL incarne bien le **rejet de l'individualisme** qui caractérise les nouvelles pratiques militantes...* »

A l'inverse, à l'occasion de la préparation du projet de loi de cohésion sociale, les grandes associations caritatives se sont éloignées du DAL. Peut-être parce que, comme l'explique l'un des avocats du DAL, « *nous ne sommes pas des caritatifs, nous ne prenons pas les gens en charge, mais nous les aidons à s'organiser.* »

Nous touchons là du doigt le clivage fondamental qui apparaît entre action collective et action individuel-

le, et que l'on rencontre de plus en plus fréquemment.

D'un côté, "les classiques", c'est-à-dire les syndicats, les partis politiques et les associations qui défendent un projet de société, une "utopie", pour lesquels l'action doit être menée collectivement.

De l'autre, les associations ou mouvements, le plus souvent de création récente, plus ou moins écolocro, qui prônent une action individuelle (voire le retour à la terre pour tous...) pour résoudre la mutation à laquelle nous sommes confrontés ! Après le colloque révélateur de *Terre du Ciel* à Aix-les-Bains, un débat avec les associations ALICE et *Nouvel Équilibre*¹ nous en a apporté une preuve supplémentaire.

Pour eux, c'est l'initiative individuelle, comme par exemple le refus

d'effectuer des heures supplémentaires et l'acceptation de baisses de salaires minimales (mais jusqu'à quel point et au bout de combien de temps faudra-t-il recommencer ?) qui doivent permettre de trouver la solution au problème du chômage.

* * *

Pour nous, pas de doute, c'est l'action collective qu'il faut privilégier. Nous faisons nôtre le commentaire que faisait Bertrand Poirot-Delpech, dans *Le Monde*¹ :

«Le don charitable ou humanitaire n'est qu'une goutte d'eau, symboliquement estimable mais ne servant à rien. Ce n'est pas donner, qu'il faut, c'est tout partager, sous peine de suicide collectif.»

JEAN-PIERRE MON

1. du 2 juillet.

Le silence de l'amer

La monstrueuse "affaire Dutrou" découverte en Belgique aurait-elle agi à la manière d'un détonateur sur les consciences ? Il ne se passe en tout cas guère de jours sans que nous soyons informés d'une nouvelle suspicion de pédophilie. Et les chiffres qui, ces dernières années, étaient avancés par les médias, ont été confirmés par Mme Ségolène Royal¹ : un enfant sur dix est victime de comportement pédophiles, 80% d'entre eux l'étant dans leur milieu familial.

Si l'importance du phénomène terrifie - il est quand même difficile de concevoir qu'un adulte puisse être sexuellement attiré par un enfant ! - la précision des pourcentages ne laisse pas, non plus, d'inquiéter.

Car sur quelle base, exactement, ont-ils été avancés ? S'agit-il de

statistiques dressées à partir du profil - psychologique ? sociologique ? - des gens condamnés pour pédophilie ces dernières années ? Ou bien ces chiffres ont-ils été étayés par de fortes présomptions de culpabilité, voire des rumeurs, qu'elles soient fondées ou non d'ailleurs, portant sur des citoyens qui n'ont jamais été inquiétés pour ces actes ? Et, dans ce dernier cas, par qui ont-elles été identifiées, puis comptabilisées ? Et quand ?

En effet, si nous ne pouvons qu'applaudir à la volonté du gouvernement, notamment, de porter devant la justice des actes qui en relèvent, il est également de notre droit de nous préoccuper de la façon dont un pourcentage aussi effarant de comportements pédophiles a été répertorié, et du mode

de circulation de ces informations ou supputations jusqu'au Ministère de la Santé.

En tout état de cause, présenter comme crédibles des chiffres qui circulent depuis déjà plusieurs années revient à reconnaître que des gens ont su. Et se sont tus. Puisse ce silence, qui a cautionné des actes de nature à détruire des vies entières, leur déchirer les lèvres, leur dévorer le coeur ! Et puisse la justice sereinement s'accomplir en confortant le droit de tout être humain, enfant ou adulte, homme ou femme, à être respecté dans son intégrité physique et psychique !

BÉATRICE GAUDY

1 - Le 11 juillet, au journal télévisé de 20 h sur *France 2*.

La fin du modèle occidental ?

Si l'on en croit Eisuke Sakakibara, directeur des affaires internationales au ministère japonais des finances, les Japonais commencent à se lasser du modèle américain : «*On dit des Japonais qu'ils sont des stratèges pragmatiques. C'est assez juste et c'est du moins ce que j'essaie d'appliquer dans mon travail. Nous essayons d'élaborer des stratégies mais nous voulons rester pragmatiques. Nous ne voulons d'aucun des trois fondamentalismes que sont le communisme, l'islam et le marché. Nous avons été très bons pour absorber les autres cultures et imiter la civilisation occidentale. même si nous voulons continuer à apprendre des autres pays, il est temps que les Japonais expliquent au reste du monde la spécificité du modèle japonais. Nous sommes japonais, nous aimons la culture japonaise, nous respectons l'histoire japonaise. Nous sommes suffisamment américanisés comme cela... nous voulons maintenant être japonais.*»

Le Monde, 24-5-1997.

* * *

Une lueur ?

Dans cet optique de résistance à la pensée unique, à la veille du sommet d'Amsterdam, trois cents économistes parmi lesquels on trouve de nombreux experts français, britanniques, espagnols et allemands, «*aux sensibilités théoriques et politiques diverses*», ont signé une déclaration pour «*une politique alternative en Europe*» dans laquelle ils soulignent que : «*la croissance, l'emploi, les salaires, la protection sociale, l'environnement sont également des composantes primordiales de la stabilité économique...*». Ils demandent «*un assouplissement de la politique monétaire, la création d'une taxe sur les mouvements de capitaux internationaux,*

ECOSOCIALISME

«*Sans l'apport de l'écologie, les courants socialistes n'ont d'autre avenir que de jouer sur les marges de l'irresponsabilité de la société libérale. Sans l'idée socialiste, il n'y a d'autre écologie que nostalgique d'un passé révolu.*»

«*...La condition d'une vie meilleure, et peut-être même de la vie tout court, passe par le courage avec lequel nous saurons regarder l'avenir lointain que nous préparons aux générations futures. Il s'agit de définir les conditions de ce que les écologistes nomment le développement durable. Et, du même mouvement, de s'approcher du vieux rêve socialiste, celui d'une réelle maîtrise du progrès technique pour alléger le fardeau du travail. Ce rêve n'a sans doute jamais été aussi proche de son accomplissement.. Mais à condition d'y inclure la longue portée de la conscience écologique.*»

JEAN-PAUL DELÉAGE,
"Pour un écosocialisme", *Le Monde*, 5-6-97.

la révision du statut de la banque centrale européenne, la création d'une institution politique transparente pour "contrôler" la banque, coordonner les politiques nationales et décider la constitution, du financement et de l'affectation d'un budget fédéral». A leurs yeux, la mesure la plus urgente est «*d'accroître considérablement les dépenses publiques à tous les niveaux*» quitte à accepter «*temporairement des déficits budgétaires importants*».

* * *

Les naïfs (?) et le réaliste

Les journalistes économiques français et européens, ainsi que de nombreux hommes politiques de tous bords semblent croire que la future parité euro-dollar dépend des performances économiques respectives de l'Union Européenne et des États-Unis. L'expérience devrait pourtant leur avoir appris que la valeur du dollar ne dépend que de la volonté politique du gouvernement américain : lorsque les entreprises américaines ont du mal à exporter, le dollar baisse jusqu'à ce qu'elles aient repris les parts de marché qu'elles souhaitent... Ensuite, on

peut laisser jouer "les lois du libéralisme". C'est ainsi que, la Maison Blanche, agacée par la hausse des excédents commerciaux nippons, joue sur la parité yen/dollar. C'est ce qu'a très bien compris le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, qui le 23 juin, lors d'une conférence organisée à l'Université Columbia (New-York), a déclaré : «*...J'ai pensé à plusieurs reprises que le Japon devait vendre des bons du Trésor américain : lors des négociations sur l'automobile, par exemple... Je vous invite à réfléchir sur un point. Même quand la valeur du dollar baisse, les pays qui détiennent des bons du Trésor - et il n'y a que le Japon dans ce cas - les conservent, contribuant ainsi à la bonne marche de l'économie de votre pays. Curieusement, c'est une réalité que l'on ne mentionne guère. Je souhaite que les autorités américaines surveillent davantage les fluctuations du change, afin que nous ne soyons pas tentés d'échanger les bons du Trésor pour de l'or.*»

A la suite de ces menaces, le marché des emprunts américains a immédiatement cédé du terrain. Les Européens devraient en prendre de la graine !

JEAN-PIERRE MON.



Nous avons adressé la mise à jour de nos analyses et propositions que constitue notre numéro 961 intitulé "La Troisième Voie" à un grand nombre de personnalités capables de s'y intéresser et de nous faire part de leurs réactions à cette lecture, commentaires ou critiques. Certaines d'entre elles, telles qu'ALBERT JACQUARD, JACQUES ROBIN et ROGER SUE nous ont promis cette réaction écrite pour ... bientôt. Mais JANPIER DUTRIEUX, directeur de la publication créditiste *Fragments Diffusion* a fait mieux : il nous l'a envoyée. La voici :

L'opinion d'un créditiste

Je vous fais part des quelques notes prises lors de la lecture de "*La Troisième voie*". Bien que je m'inscrive, à quelques nuances près (et encore là, tout est question de présentation) dans votre projet, j'ai essayé d'y apporter des arguments contradictoires afin de les incorporer dans notre réflexion. Il me semble, en effet, à la lecture de ces documents, que nos analyses convergent davantage que je ne le pensais, notamment sur deux aspects qui me paraissent essentiels, l'un d'ordre financier, l'autre d'ordre répartitif.

Comme vous le notez, nous arrivons, me semble-t-il, au même résultat en empruntant des démonstrations différentes, voire complémentaires.

Je m'attache à l'aspect technique car, persuadé que tôt ou tard, nos institutions instaureront un revenu indépendant du travail, je crains qu'elles fassent l'impasse, par conservatisme, afin de ne pas bousculer les différents lobbies, sur l'objet essentiel de cette "révolution" qui est de passer d'un mode redistributif à un mode distributif. Il ne s'agit pas de redistribuer des revenus gagnés par le travail sous forme de revenus non gagnés par le travail, mais d'accroître le pouvoir d'achat de tous en distribuant socialement le crédit dit *ex nihilo*.

Vous vous attachez à l'aspect humain, social et philosophique et vous avez raison car si le principe d'héritage semble accepté par tous, il n'en est pas de même du principe distributif. Nous avons encore à faire face à de nombreux tabous, que quelquefois nous ignorons dans nos "clubs" de convertis, mais qui sont bien ancrés dans l'opinion publique. Trop nombreux sont encore ceux qui affirment qu'il est impossible de créer un revenu indépendant du travail, que la société vacillerait, que la mentalité d'assistés se développerait et que les valeurs de notre civilisation s'éteindraient.

ÉLÉMENTS CRITIQUES ET NOTES DE LECTURE

p. 4 ...D'adaptation, quand de nouvelles technologies exigeaient des travailleurs qu'ils apprennent de nouvelles méthodes de travail. Ces problèmes de l'offre sont aujourd'hui maîtrisés.

Les problèmes de l'offre ne sont pas maîtrisés. Nous passons d'une structure manufacturière secondaire qui utilisait et déversait quantité d'agents dans de grandes unités de production, à une structure de petites unités de production. Le déversement est plus long. 1000 agents licenciés ne sont plus embauchés dans un seul site manufacturier, mais doivent essaimer dans une multitude de sites.

Thèse développée par les partisans de la politique de l'offre et de l'émergence du secteur quaternaire.

... au point qu'aujourd'hui l'économie n'est plus au service de l'homme, mais ce sont les hommes qui sont au service de l'économie

Vieille histoire que l'on peut faire remonter à la Renaissance et à la Réfor-

Les parties en **caractères gras** sont des citations de *La Troisième Voie* commentées par J.Dutrieux.

Ci-dessous, nos propres remarques.

C'est peut-être sur ce point que nous sommes le moins d'accord. Si nous disons que les problèmes de l'offre (non pas l'offre **d'emploi** mais l'offre de marchandises) sont maîtrisés c'est parce qu'**on sait** produire ce qu'on veut et qu'en outre de nouvelles technologies, nées des connaissances les plus récentes de l'information et de la commande, vont accentuer cette automatisation de la production de façon encore plus sensationnelle.

me. La distinction entre les "artes possessivae" et les "artes pecuniativae" n'existe plus. L'appétit pour le gain qui se développa sous la Réforme, puis le développement du productivisme, et plus récemment le triomphe du matérialisme et la fin des idéologies ont favorisé la valorisation de l'avoir sur l'être. Que peut faire une surface intellectuelle, culturelle face à une surface financière ?

La justice ne consiste-t-elle pas à considérer qu'étant tous cohéritiers des progrès scientifiques, nous avons tous droit à notre part des fruits du travail de nos ancêtres communs ?

Jusqu'à présent la productivité (de l'artisanat à l'usine) et la concurrence (abolition des corporations et monopoles) ont fait baissé les coûts de production. En comparant la répartition des postes budgétaires des familles depuis un siècle, nous nous apercevons que les postes consacrés à des consommations élémentaires (par exemple, alimentation) se sont réduits, les autorisant à consacrer le surplus de pouvoir d'achat à des consommations secondaires. On pourra donc vous rétorquer que le progrès se partage ainsi.

Par ailleurs, n'oublions pas que la croissance à 2 ou 3 % l'an est un phénomène récent et limité (de 45 à 75 environ). Avant, la croissance était beaucoup plus longue et faible...

Ainsi, tous sont co-héritiers en achetant des vacances, une voiture, un vélo, nous consommons une partie de l'héritage commun réparti sur tous les postes de production.

QUELLE ÉVOLUTION ?

p. 5 A propos du secteur quaternaire : « Et il ne peut y en avoir, parce que la production marchande... »

C'est bien toute la différence avec nos propositions. Pour ma part, je ne refuse pas de front l'émergence d'un secteur quaternaire mais ce secteur financé par distribution de pouvoir d'achat additionnel et non par redistribution, et géré contractuellement. Je crois qu'il faut incorporer cette possibilité dans nos schémas dans la mesure où ces activités sont financées par des revenus additifs et non redistributifs.

Le public n'arrive pas ou n'ose pas sortir de la quadrature du cercle et de ses cadres de référence. Pour lui, les banques ne financent que des activités rentables, aussi seul l'État par l'impôt ou l'emprunt, peut financer ce type d'activité. Il faut donc le familiariser avec une troisième voie, celle du retour aux forces vives, au public, aux citoyens, des revenus issus de la création monétaire par le biais d'un système distributif.

note 6, bas de page : Plus de la moitié des SDF de Chicago sont des salariés à plein temps, et nous y arrivons.

p. 6 économie distributive ou économie de besoins

Bresson m'avait fait remarquer que nous n'étions plus dans une économie de besoins mais dans une économie de ressources. De là, il soutient une logique de flux opposé à une logique de stock.

De fait, l'expression économie de besoins n'est peut être plus appropriée d'autant qu'elle peut renvoyer à une idée de rationnement.

LA LOGIQUE CAPITALISTE

C'est en effet la rareté qui permet de faire du profit ; seul ce qui est rare peut être vendu cher.

C'est tout le programme de Proudhon et Gesell. Afin de combattre le privilège du capital monétaire, le premier défendit le droit d'entreprendre, refusa la grève pour permettre à la production réelle ou capital physique d'engendrer autant de plus value que le capital financier, le second combattit la rente foncière et voulut accroître la vélocité monétaire en dotant le capital financier des mêmes désavantages que le capital physique. Cette idée mériterait d'être exposée plus longuement.



Tant qu'il y avait du travail pour tout le monde
Mais il y a partout régression de la part des salaires dans le produit national, par exemple en France, entre 1982 et 1995, cette part est passée de 69 % à 60 % alors que les revenus du patrimoine doublaient. Maintenant le progrès se traduit par licenciements et boulots de misère, puis exclusion.

Pas tous, loin de là.
Et la société duale se creuse.

Non, nous ne refusons pas non plus le secteur dit quaternaire, bien au contraire. Ce que nous disons c'est que le capitalisme ne peut le financer que par redistribution, et qu'il n'est pas dans sa logique de la faire.

L'expression économie DES besoins à la place d'économie distributive, est utilisée pour souligner qu'il s'agit de produire pour la satisfaction des besoins et non plus pour rechercher une rentabilité.

C'est l'analyse objective des mécanismes capitalistes.

p.7- C'est la guerre qui a réduit le chômage des années 30. Mais celle-ci a entraîné une terrible inflation dont furent victimes les financiers.

Avant les financiers, l'inflation a surtout ruiné les épargnants à une époque où les caisses répartitives de retraites et sécurité sociale n'existaient pas encore. Dans l'Allemagne de 1923 ce fut toute la population qui subit et souffrit de l'inflation. Cette inflation était le fait des États qui dictaient aux banques centrales la politique monétaire à suivre. L'inflation a permis à ces États de rembourser leurs dettes à une moindre valeur. Elle a permis à des emprunteurs de s'enrichir avec des revenus non gagnés en ruinant des épargnants.

L'inflation reste à mes yeux une malhonnêteté intellectuelle (l'impôt d'inflation) et un vol. C'est un intérêt négatif tout aussi pervers que l'intérêt positif. Il est heureux que la Banque de France, depuis 1993, puisse déterminer la politique monétaire eu égard à sa stabilité interne et ne soit plus obligée de mettre en oeuvre la politique monétaire du gouvernement, gestionnaire temporaire de l'état.

CLAUSES DU TRAITÉ DE MAASTRICHT.

Les fameux critères de convergence me semblent sains. En fait, je ne pense pas que l'État doive diriger ni même stimuler l'économie. C'est aux agents de le faire au sein des corps intermédiaires (la subsidiarité) et par contractualisation. C'est cette contractualisation ou mutualisation qui doit donner une réponse au marché en corrigeant les forces de l'offre et la demande, c'est à dire du plus fort.

p. 8 La critique de la redistribution est excellente.

p. 9 ... l'idée que l'utilisation de l'amiante ne présentait aucun danger sérieux. Il fallait sauvegarder les intérêts des fournisseurs et des industriels de l'amiante.

Pour ma part, cela me fait penser à la technique de la "rationalisation des choix budgétaires" (RCB). Exemple: Pour des raisons de sécurité, on veut réduire la limitation de vitesse en ville à 30 Km/h. Les experts vont mesurer et quantifier le coût des vies, des accidents, et de la valeur ajoutée qui est ainsi perdue sur une période. Puis, inversement, ils mesurent les pertes de valeurs ajoutées induites par le ralentissement du trafic routier, les incidences sur les échanges. Si le coût de la perte de vie et des accidents est inférieur à celui du ralentissement du trafic et de l'activité économique, on ne réduira pas la vitesse. En partant de cette remarque, et bien qu'il soit évident que les gouvernements, les élus et les hommes, servent quelques intérêts particuliers (voir l'emprunt Giscard de 1973), une méthode comme celle de la RCB, parce que plus globale et systématique, me semble plus suspecte car manifestement l'intérêt général est assimilé dans ce cas à la richesse de la nation. C'est le régime représentatif au service du culte du productivisme.

UN POSTULAT FAUX

Le postulat sur lequel est fondé l'intérêt général: l'intérêt général est la somme des intérêts particuliers; laissez faire, laissez passer, le marché trouvera tout naturellement une meilleure solution pour vous.

J'ai toujours été fâché avec l'intérêt général sous tous les angles. Je rejoins Proudhon dans son analyse.

Qui a le droit de définir l'intérêt général ? Un monarque ? Une majorité ? Qui imposeront leurs vues à l'ensemble d'une population ? Qu'il s'agisse du marché ou de l'État, c'est toujours le "droit de la force" qui emportera l'adhésion, l'achat ou le pouvoir.

OU EST LE DÉFAUT DU MÉCANISME ?

p.10 En 1992, le montant total des exportations dans le monde a été en moyenne de 10 Mds \$ par jour. Dans le même temps, les transactions sur les marchés des changes se sont élevés à 900 Mds \$ par jour.... La somme des transactions financières en une seule journée est beaucoup plus élevée

Pour nous, la Banque distributive, en appliquant des décisions démocratiquement établies, crée et distribue un pouvoir d'achat gagé sur la production, dont les prix sont "politiques". Cet équilibre entre prix des biens à vendre et pouvoir d'achat élimine par conséquent toute inflation.

Voici bien décrit ce qui se passe quand seul le souci de rentabilité est pris en considération, quelle que soit l'entreprise en question.

C'est bien ce culte que nous dénonçons.

Erreur : nous parlons du postulat «sur lequel est fondé LE SYSTEME LIBÉRAL» (et non du postulat «sur lequel est fondé l'intérêt général).

Notre proposition n'a pas pour but de changer la nature humaine, mais de soumettre les décisions à des débats publics.

que la totalité des réserves de toutes les banques centrales.

Des personnalités comme Maurice Allais, Jacques Attali, Georges Soros constatent et déplorent ce dysfonctionnement des marchés. Mais si chacun s'accorde à dénoncer ce système pervers, celui qui propose un remède, même s'il ne bouscule pas l'architecture globale, voit se dresser par media interposés toute une foule de contradicteurs, parlant au nom de l'intérêt général et de l'optimum économique, qui le renvoie à ses études : « *et le monde est plein de gens qui lorsqu'on essaie de porter la lumière dans les obscurités de la science, la cognée dans les broussailles du mercantilisme, crient à l'utopie; qui, lorsqu'on menace l'escroquerie et l'équivoque se plaignent qu'on attente à leur liberté* » (Proudhon, de la capacité politique des classes ouvrières).

L'essentiel (85 %) de M1 n'est pas créé par l'État dont c'est pourtant le droit régalien. M1 est composé des pièces divisionnaires, création du Trésor, et des Billets de Banque. création de la Banque de France pour une partie quasi négligeable; puis de dépôts à vue ouverts dans les Banques de second rang (+ ou - 85 % de M1).

Avec un retour à un taux de couverture intégral de tous les dépôts, M1 comprendrait les billets Banque de France, les dépôts couverts par des contreparties en billets Banque de France, et les pièces de monnaie. Ce droit de création monétaire reviendrait intégralement à la Banque de France, société privée nationalisée, certes, mais indépendante des volontés des gouvernements, gestionnaires de l'État.

J'insiste sur ce point car bien que cela ne soit pas évident pour de nombreux Français, la nation est un concept différent de l'État, et l'État un concept différent du Gouvernement.

LA LOGIQUE DISTRIBUTIVE

p.11 ... la gestion distributive utilise une monnaie de consommation gagée sur la production.

Je comprends cette phrase parce que j'ai ma petite idée là dessus, mais cela dit je trouve la formulation très vague. Bien sûr *La Troisième voie* fut écrite pour tous publics, mais il me semble que chacun venant avec ses idées reçues, son vécu et son propre cadre de référence, la perception de cette formule peut donner lieu à des explications de texte bien divergentes.

S'agit-il d'une production réelle ou à terme ? Comment apprécier la dépréciation des stocks ? Selon le schéma comptable courant ?

Pourquoi s'obstiner à indexer les revenus des ménages sur le travail, donc les faire inexorablement diminuer, au lieu de les indexer sur la production qui peut croître ?

Je suis là encore tout à fait d'accord, mais les revenus des ménages sont de plus en plus des revenus de transfert, donc de redistribution fiscale. Or, le système fiscal n'a pas seulement le travail comme source, qu'il s'agisse de l'IRPP, de la TVA, des BIC, mais également la production et les transactions qui ne font pas toujours appel au travail humain producteur de richesses réelles.

Les modalités de fonctionnement, qui doivent pouvoir évoluer pour s'adapter à de nouveaux moyens, varier en fonction des besoins, voire même des régions, et les institutions nécessaires à leur mise en oeuvre peuvent prendre différents aspects. Il va de soi que ce sont les gens concernés qui devront eux-mêmes en décider.

Je ne puis qu'adhérer à cette idée.

Bresson y semblait hostile.



Et en plus, nous voulons bousculer l'architecture globale !!

Citation fort bien venue !

?

Pour nous, la Banque doit gérer en obéissant à des décisions démocratiquement établies et prises suivant le principe de subsidiarité.

Il s'agit de condenser en une phrase d'innombrables écrits, dont ceux lumineusement clairs de J.Duboin.

Que vous avez raison, hélas !

À terme. Prix politiques établis dans le contrat. Les normes du schéma comptable capitaliste, obéissant à d'autres finalités, sont à repenser.

Les revenus de transfert dont bénéficient aujourd'hui les ménages sont utilisés par eux comme des revenus distribués. Mais en économie distributive, il n'y a pas de REdistribution, donc ni impôts ni taxes, (ni IRPP, ni TVA, ni BIC, etc.).

VERS LA PERCOLATION

p. 13 -les sociaux démocrates, démocrates-chrétiens, socialistes, proposent des politiques de redistribution destinées à corriger les effets les plus pervers du système.

Et nous ne le dirons jamais assez. La question est de savoir pourquoi et renvoie à ma note antérieure : Peur de l'aventure, conservatisme, rapport de force ?

p.14 Il va de soi qu'il s'agit d'une monnaie dématérialisée, versée sur un compte que seul un organismes officiel peut alimenter et qui est débité lors de tout achat. A échéance, on fait le bilan, et on tient compte du résultat pour mieux prévoir le budget suivant.

Je ne vois pas trop la différence. Qu'il s'agisse de billets Banque centrale, de dépôts à vue ayant une couverture Banque de France ou d'une recharge sur le porte monnaie électronique universel, le principe reste le même dès lors que la contrepartie de ces revenus est réelle.

LE CONTRAT CIVIQUE

p 15 ... si elle est acceptée, le postulant recevra du CES les moyens qu'il a demandés, et à l'issue de la période, il devra rendre compte de la façon dont il l'a exécutée, et joindre ce rapport, pour information, à toute nouvelle proposition.

La monnaie distributive n'est plus qu'un pouvoir d'achat de biens et de services. Les comptes ne peuvent être alimentés que par les organismes officiels auxquels revient le droit de création monétaire. La monnaie n'est plus anonyme.

Curieusement, vous détaillez dans ce passage assez profondément la technique des contrats civiques.

J'y adhère également, à quelques points près dans ce que j'appelle les "compensations participatives" qui reprennent l'idée des "escomptes compensés". A savoir : une collectivité (région, pays, commune) gère des fonds de distribution. Plus cette collectivité est petite, plus cette gestion est lisible et permet d'utiliser des procédés de démocratie directe pour en assurer la distribution. Une partie de ces fonds est distribuée vers les consommateurs sous forme de revenus additionnels (dividendes ou revenus sociaux, de citoyenneté, etc.). Une autre partie est affectée à la production (dans un sens très large englobant les souhaits de la population concernée, aussi bien les services publics que d'environnement, etc.) sous la forme d'une compensation financière accordée à l'entrepreneur en contrepartie des missions qui lui sont données par la population de proximité. Il s'agit là d'un contrat résiliable qui peut naturellement être dénoncé, obligeant les deux parties, et dont l'objet n'est pas limitatif. Exemple classique: Baisse des prix contre compensation, mais aussi maintien de l'emploi sur site, élargissement d'une activité, développement d'un service, etc....

En fait, si les Français (et non le gouvernement) avaient réellement jugé utile de baisser le prix des automobiles, s'ils avaient eu le choix, si la compensation à cette baisse des prix avait été financée par du crédit social et non pas des impôts ou des obligations d'État, la juppette aurait été une bonne chose.

Mais je ne pense pas que de Marseille à Strasbourg, le citadin et le rural, le piéton et le VRP, le marchand d'occasion aient eu le même avis. Pourquoi ne pas laisser les citoyens décider eux-mêmes, dans des espaces de proximité, des productions et services qu'ils entendent soutenir ?

JEANPIER DUTRIEUX.

La différence est que la monnaie distributive ne circule pas. Elle est annulée quand elle a servi à effectuer un achat.

C'est sur la non-circulation de la monnaie, point essentiel de nos propositions, qu'il serait intéressant d'avoir l'opinion des créditistes.

Parce que c'est le rouage de l'organisation démocratique d'une économie distributive.

Tout ceci correspond parfaitement au contrat civique.

Nous sommes donc parfaitement d'accord là-dessus.

Remercions chaleureusement Jeanpier Dutrieux du soin qu'il a pris d'abord à lire nos propositions, puis à les confronter à celles des créditistes et enfin à présenter ses remarques de façon claire et concise.

Nos colonnes sont ouvertes à tous ceux qui voudront bien suivre cet exemple et enrichir ainsi le débat suscité par nos propositions pour l'après salariat.

M-L D.

Suppressions d'emplois

Apple, constructeur de micro-ordinateurs américain : 4.100 sur 13.000 ; Heinz, le groupe agro-alimentaire américain : 2.500 ; Novell, le fabricant américain de logiciels 1.000, soit 18% de ses effectifs ; Michelin 1.445 en France et 1.000 en Espagne. Chez Alcatel-Alsthom, 1.400 postes seraient supprimés en 1997, après que, selon la Direction, «environ 10% des emplois, soit 10.500 postes ont été supprimés entre la mi-95 et la fin 96. ASEA Brown Boveri, société d'ingénierie suédo-suisse, a annoncé la suppression de 20.000 à 30.000 postes en Europe au cours des 5 ans qui viennent sur les 215.000 personnes qu'elle emploie dans le monde.

La direction du groupe André a annoncé le 12 juin qu'elle allait fermer 81 magasins sur 315 et supprimer 405 emplois; Saur-Cise, le 3ème distributeur d'eau français, va supprimer 300 emplois.

En juin, et pour le troisième mois consécutif, le chômage a encore augmenté en Allemagne : il touche

maintenant 4,384 millions de personnes.

Qui osera encore prétendre que le progrès technique ne supprime pas d'emplois ? Certainement pas Michelin qui a fait passer ses effectifs de 130.000 personnes en 1990 à 113.000 en 1996 et qui, aujourd'hui, attend beaucoup de son nouveau procédé de fabrication : il doit lui permettre de réduire considérablement ses coûts de production en portant le niveau d'automatisation à son maximum.

Mêmes maux, mêmes effets : l'inexorable processus du remplacement de l'homme par la machine commence à se manifester dans les pays en voie de développement. Le secteur primaire est le premier frappé. Ainsi, en Chine, d'après le *China Daily*, «quelque 130 millions de paysans sont devenus excédentaires sur leurs terres.»

* * *

Retraites assurées

« Il suffit que la productivité du travail s'accroisse de 1% en moyenne par an (ce qui aisément

accessible puisque déjà réalisé!) pour assurer demain un revenu national suffisant pour financer les retraites des "baby boomers" sans appauvrissement des actifs. Le vrai problème ne sera pas économique mais social : les actifs accepteront-ils un prélèvement proportionnellement plus lourd sur leur revenu, même si leur pouvoir d'achat continue à augmenter? Problème de valeurs par excellence : si les valeurs de solidarité perdurent, alors ils accepteront. »

Serge Agostino, Prof. de sciences économiques et sociales.

* * *

Pauvre Serge !

La direction de Dassault-Aviation se propose d'augmenter de 270%, soit d'environ 319 millions de francs, les dividendes versés à ses actionnaires pour 1996 et ce qui ne manque pas de piquant, c'est que par l'intermédiaire de Dassault-Industrie, Serge Dassault va s'en attribuer la moitié ! Encore un qui va se plaindre de la diminution des budgets militaires !

**Nous n'avons pas l'illusion de vouloir changer la nature humaine !
Nous cherchons l'organisation qui,
tenant compte des moyens modernes,
permettrait au mieux d'exalter ses qualités
tout en limitant les excès de ses défauts.**

initiatives

Un lecteur de la région de Montpellier nous demande de faire part de l'initiative de

la Maison des Tiers Mondes

27 boulevard Louis Blanc 34000 MONTPELLIER
tel 0467021342

pour l'arrêt durable du conflit en Kurdistan, un "Train de la Paix" à destination de Diyarbakir (Turquie) partira de Bruxelles vers le 24 août et fera étape à Bonn, Vienne, Istanbul. Contact : MDPL 04 67 72 80 03.

Et du 15 au 30 novembre : quinzaine du Tiers monde 97 "Travailler ici et là-bas".

SOUSCRIPTION PERMANENTE

*Pour que vive
la Grande Relève*

Mme Hingant 200 - H. Lecomte 90 - D. Mathieu 350 - J.P. Salge 70 - R. Chédemail 370 - J. Dequaire 870 - J. Eveillé 70 - Mme Duchêne 20 - J. Hennebicq 20 - G. Jonard 70 - T. Leproux 70 - R. Nace 20 - G. Capeyron 70 - Mme Colline 170 - J. Dufour 250 - J. Terrier 170 - P. Mary 70 - J.P. Dutrieux 70.

Total 3.020 F.

Merci à tous !

Les milliards inutiles

par JACQUES DUBOIN

Il y a, de par le monde, des milliards thésaurisés. Ce sont des capitaux qui se terrent, apeurés. Au même moment, il y a 30 millions d'hommes qui ne peuvent trouver de travail. Que les capitaux reprennent courage, qu'ils sortent de leur cachette et fassent ce que tout bon capital doit faire : qu'ils s'emploient. Immédiatement, ils donneront du travail aux 30 millions de chômeurs, ceux-ci consommeront et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Voilà un thème d'une adorable simplicité qui est à la base des élucubrations journalières des économistes désarmés de la vieille école [...].

J'avoue que ce raisonnement apparaît logique et frappe bon nombre d'esprits. Ceux-ci oublient une seule petite chose ; c'est que nous sommes en 1934 ! Ils discutent comme si les choses se passaient comme autrefois. Pour eux, de 1890 à 1934, il n'existe aucune solution de continuité. Ils négligent simplement l'entrée en lice de quelques milliards de chevaux-vapeur, venus se glisser entre les capitaux et les travailleurs ; ils perdent de vue que la crise universelle, qui en fut la conséquence, a réduit en poudre toutes les belles théories de l'économie politique d'autrefois.

Il faut réviser vos doctrines, messieurs les économistes orthodoxes, en tenant compte des réalités. Rien ne sert de les nier, au contraire : plus vous les niez et plus les désordres s'ajouteront aux désordres, et plus la misère s'aggravera dans le monde. Pourquoi ? Parce que vous inspirez, à tort, tous les hommes d'État momentanément au pouvoir, ainsi que toute une littérature quotidienne dont s'abreuvent des millions de braves gens à qui vous faites croire qu'avec beaucoup de patience tout finira par s'arranger.

Le fait nouveau, le voici : dans un

pays pourvu de l'outillage moderne et de forces extra-humaines qu'on a su asservir, les richesses peuvent augmenter en même temps que diminue le nombre de travailleurs occupés à les produire. On constate donc à la fois augmentation de la production et augmentation du chômage. Mais comme les chômeurs sont retranchés de l'armée des consommateurs, les richesses produites s'entassent inutilement et l'on est obligé de ralentir leur fabrication et même de les détruire. C'est ce vous appelez gentiment la crise, alors que c'est tout simplement une révolution.

Comme de juste, c'est aux États-Unis, le pays le mieux équipé de la terre, que le fait nouveau est apparu en premier lieu, au cours de l'année 1918. On observe, en pleine prospérité des affaires, que des hommes ne trouvent plus d'emploi, alors on ferme l'entrée des États-Unis aux travailleurs étrangers. Peine perdue, le chômage s'aggrave à une cadence inconnue alors que la production augmente. De 1918 à 1929, la production des richesses n'a cessé de croître en volume, tandis que le nombre des sans-travail tombait à 12 millions. Ce fut la catastrophe, car si vous retranchez 12 millions de chômeurs et leur famille de l'armée des consommateurs américains, c'est le désastre général.

Mais la contrepartie de cet état de choses, c'est que les milliards qui, chaque année, s'investissaient dans la production, sont devenus aussi inutiles que les hommes. L'épargne n'a plus trouvé à s'employer. Comme de juste, c'est encore aux États-Unis que ce phénomène est apparu en premier lieu. Stupéfaits, les capitalistes américains ne trouvant aucune occasion fructueuse aux États-Unis en ont cherché au dehors. Les milliards inutiles des États-Unis sont allés où ? En Allemagne où ils furent empruntés par les industriels et les municipalités, mais où ils ne tardè-

rent pas à se geler de la façon que vous savez.

L'Angleterre, elle aussi, possède des milliards inutiles. Nos bons économistes l'encouragent à les placer au dehors où ils iront promptement s'immobiliser sans espoir de retour.

En France aussi, nous possédons des capitaux inutiles : on dit qu'ils sont thésaurisés. Nos bons économistes les invitent quotidiennement à s'employer, mais comme il vaudrait mieux leur indiquer comment ! A l'un de ces hommes qui nient l'évidence, posez cette simple question : vous dites que les capitaux thésaurisés devraient s'employer ; supposez un instant que l'on vous charge de faire fructifier un milliard. Qu'en ferez-vous ?

Du blé ? du vin ? de la soie ? des matières premières ? des produits fabriqués ? des autos ? des pianos ? des articles de luxe ? des chaussures ? dites-moi quoi ?

Irez-vous dans le Nord, remettre en route de nouveaux métiers alors qu'on en envoie déjà à la ferraille ? Mais, économiste de mon cœur, tu ne cesses de me répéter qu'il y a surproduction, or tu m'engages à produire davantage encore ? Tu passes ton temps à me dire qu'il faut me restreindre, et tu me pousses à fabriquer, donc à consommer.

Ouvre donc les yeux sur ce qui s'est passé dans le monde depuis ta sortie de l'école, au lieu de rabâcher quotidiennement ce que t'ont enseigné tes maîtres qui vivaient à la fin du siècle dernier.

Ose regarder en face les merveilles réalisées par le cerveau humain qui t'obligent à transformer totalement un régime social qui, en se perpétuant, nous plongerait tous dans la misère.

C'est le seul moyen de mettre fin à ce que tu appelles si gentiment : la crise !

L'Œuvre, lundi 27 août 1934.

La légende des anges

— Travaillerons-nous encore...?
 — Guère plus au sens d'hier matin, où nos pères s'échinaient sur le lopin de terre ou le morceau de fer, à former, reformer, transformer, de leurs mains, au moyen d'outils et de machines.
 — Nous échangeons de l'information avec des objets qui ont plutôt l'air de relations, jetons, codes ou postes.
 — De plus, dans le nouvel univers en connexion croissante, l'ancien travail devient vite contre-productif: pollue, produit crises et chômage, par prolongation indue, inutile, dangereuse, de la civilisation organisée autour de lui, dont l'activité centrale recrute et mobilise toute la société, comme jadis, la religion, ou, naguère, la guerre. Les désastres viennent toujours de choses qui nous ont réussi et dont nous maintenons longuement le nouvel échec, à grands frais de catastrophes et de morts.
 — Le meilleur devient le pire.
 — Je me souviens du moment, j'allais même dire de l'année, où le travail passa du règne des valeurs sacrées à celui des problèmes. Nous ne travaillons déjà plus qu'à réparer les méfaits du travail !
 — Tu m'angoisses et me scandalises ! Veux-tu dire que le chômage nous attend tous ?
 — Certainement, et il faut faire contre cette bonne fortune meilleur cœur.
 — Impossible !
 — Depuis des siècles, notre science travaille à l'allègement des peines du travail.

— Aurait-elle réussi ?
 — Qui ne le voit pas s'aveugle. Pourquoi travailler ? Pour faire moins bien que le donné ? Construire une usine de raffinage, épuiser des ouvriers, détruire l'environnement, contribuer aux crises et à l'inégalité des revenus, amasser des fortunes dont les conséquences affament les misérables, alors que tel micro-organisme raffine mieux, plus vite, et de façon plus économique et propre que nous ?
 — Le donné à la place du construit ? Bigre !
 — Avez-vous besoin d'un compte-temps ? Pourquoi fabriquer des montres, alors que la nature pullule de molécules, d'atomes et de cristaux dont les vibrations battent exactement le rythme à choisir ?
 — Où se trouve le cadran ?
 — Partout : au ciel, dans la fatigue et la faim.
 De manière irréversible, nos technologies avancées produisent du chômage dans l'ancien travail, alors qu'elles devraient s'occuper à nous aménager la vie du pasteur Aristée, dont les abeilles préparaient la nourriture. La semaine, commencée au néolithique, finie, voici venus Dimanche ou les années sabbatiques.
 Nous avons assez transformé ou exploité le monde, le temps vient de le comprendre !
 — Tu inverses les vieilles devises !
 — Mieux connu, bien choisi, le donné suffit.
 — Que nous restera-t-il donc pour la vie ordinaire ?

— Le savoir, la culture, les soins, les arts, la conversation... la vie angélique.
 — Inconcevable utopie !
 — Déjà vieilli, le monde des communications, le nôtre, accouche, en ce moment, d'une société pédagogique, celle de nos enfants, où la formation continue accompagnera, toute la vie, un travail de plus en plus rare.
 Les universités à distance, partout et toujours présentes, remplaceront les campus, ghettos fermés pour adolescents huppés, camps de concentration du savoir.
 Après l'humanité agraire, advint l'homme économique, industriel ; s'avance une ère, nouvelle de la connaissance. Nous mangerons du savoir et des relations, plus et mieux que nous ne vécûmes de la transformation du sol et des choses, qui continuera automatiquement.
 — Tout le monde a peur de ce nouveau monde. Mais, avant cette échéance ?
 — Nous aimons tant conserver les vieilleries, même évidemment mal-faisantes et dépassées, qu'avant qu'advienne ce nouvel univers, pourtant réellement contemporain, désastres et misères découleront de nos retards à comprendre le présent vivant.
 — Encore tes utopies !
 — Connais-tu un seul changement, un peu important dans l'histoire, qui n'ait d'abord passé pour tel, aux yeux des uns, que d'autres ont espéré comme un miracle ?

La société future, née de l'évolution inévitable de la technique et du remplacement des bras de l'homme par des bras mécaniques, et du cerveau humain par le cerveau électronique, devra avoir pour règle et pour devise : «Vis à ton aise, et travaille si tu veux». Non, ce n'est pas une utopie... Il va falloir inventer une société nouvelle qui ne ressemblera en rien à celles qui existent à gauche ou à droite et qui ont ceci de commun : elles sont à la veille de l'agonie.
 RENÉ BARJAVEL, 1er mars 1981. (envoi de R.Pélofi)



Laissez faire !

Tel est le titre d'un recueil de textes de Turgot qui vient de paraître (éditions Les Belles Lettres, mai 1997). Dans son introduction, Alain Laurent nous dévoile d'emblée ses sympathies pour le système libéral que Turgot incarne. A son intention, le préfacier entend ainsi faire « *l'éloge d'un ultra-libéral* » et va jusqu'à évoquer, à propos de ce « *laissez faire* », son « *impératif moralisateur et responsabilisant* »

...Mais le contexte dans lequel Turgot écrit est quand même sensiblement différent de celui auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. La France, au milieu du XVIII^e siècle, est entravée par les structures rigides d'une société rurale et féodale. C'est l'époque des douanes intérieures, des grands monopoles du commerce extérieur (les grandes compagnies), des corporations et du mercantilisme, celle d'un système absolutiste de plus en plus contesté. La population, à plus de 80%, vit attachée à la terre, à l'écart du marché, en autarcie complète et il existe une classe sociale qui a un intérêt évident à la reproduction de ce système : celle des grands féodaux accrochés à leurs privilèges. Cependant, on peut rencontrer une autre catégorie de gens, dans les villes surtout, qui contestent ce même système et dont la voix commence à se faire entendre : des avocats, médecins, intellectuels, commerçants... Ces derniers revendiquent la liberté du commerce, l'abolition de toutes ces entraves; le terme générique de bourgeois qu'on leur attribue provient de leurs attaches citadines.

Turgot est donc de ceux-là. Le présent volume le rappelle à chaque page. Dans tous les textes rassemblés ici, en effet, on trouve, bien avant Adam Smith et les utili-

taristes anglais, les matériaux essentiels de la pensée libérale bourgeoise : l'harmonie de l'intérêt particulier et de l'intérêt général, la lutte contre les entraves à la liberté du commerce (des grains, notamment), la défense de la propriété, la tolérance religieuse, le combat contre les corporations... Cet auteur est assurément un précurseur.

Mais Turgot est également un des tout premiers initiateurs de l'idéologie du progrès; son préfacier ne le dit pas et il est dommage que le présent recueil, à ce sujet, passe sous silence son Tableau philosophique des progrès successifs de l'esprit humain, discours qu'il prononce le 11 décembre 1750 en latin à la Sorbonne et à travers lequel il met en évidence le caractère spécifique du progrès humain. D'ailleurs, si Turgot adhère au « *laissez faire* » c'est bien parce que, dans le contexte d'une époque où toute la société est verrouillée, ce mot d'ordre est notablement progressiste.

Or, aujourd'hui, ce même slogan marque toutes ses limites. Peut-on, de nos jours, se montrer un partisan inconditionnel des libertés sans tomber dans ce libéralisme primaire et grossier du laissez faire ? Nous sommes peut-être mis sur la voie de la réponse par celui qui sera le disciple le plus illustre de Turgot : Condorcet. Ce dernier, en effet, dans la « *Vie de Monsieur Turgot* » qui clôt l'ouvrage, rappelle que la liberté naturelle consiste dans le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Nous pouvons alors soutenir dans le même sens que le « *laissez faire naturel* » consiste à laisser faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Voilà peut-être posée une limite sérieuse à notre libéralisme liberticide et meurtrier contemporain.

DJÉMIL KESSOUS.

Votre article paru dans le n° 967 m'a dissuadé de lire « *La monnaie dévoilée* ». Merci. Je suis tout à fait d'accord avec les schémas de J. Duboin que vous rappelez. Mais il me semble préférable de voir dans toutes les « charges » de l'entreprise de production du « pouvoir d'achat distribué », y compris les dividendes versés aux actionnaires, les impôts, les investissements ... et ce qui reste dans la poche des « patrons » les bonnes années.

Le déséquilibre avec les recettes ne provient pas des décalages dans le temps : si le capital est rémunéré en fin d'exercice, les salaires sont versés avant l'encaissement des ventes... C'est parce que ce pouvoir d'achat distribué n'est pas entièrement utilisé. Or, contrairement à ce que l'on refuse de voir, sans doute parce que les vieux slogans sont pratiques, il n'y a pas que les « capitalistes » qui ont des revenus supérieurs à ce qu'ils sont capables de dépenser. C'est aussi le cas de façon évidente, de la plupart des cadres supérieurs et des hauts fonctionnaires (on pourrait ajouter pour l'anecdote certaines vedettes du football ou du cinéma...)

Mais, plus important, c'est le cas aussi de tous les salariés dont une grande part du revenu est versée à des organismes sur lesquels ils n'ont aucun moyen réel de contrôle. Et surtout pas celui de contrôler qu'ils dépendent effectivement ces sommes colossales... Au contraire, nous savons que, sous prétexte de bien « gérer » les sommes qui leur sont confiées, ils les font fructifier par des placements qui n'ont plus rien à voir avec leur vocation sociale.

Si j'ai bien compris la position des auteurs de « *La monnaie dévoilée* », ils supposent que tout se passe dans un univers fermé et que si les « consommateurs » épargnent plus, les « producteurs » seront obligés de s'endetter davantage. En réalité, et heureusement, ils ne le feront que s'ils pensent en tirer davantage. Et si l'épargne croît par peur du lendemain; tandis que les producteurs n'investissent pas par manque de confiance dans l'avenir, l'épargne sort d'un univers qui ne peut plus aujourd'hui rester clos. C'est la spirale infernale du schéma III que l'on peut voir fonctionner de mieux en mieux... et que nous alimentons tous, volontairement ou non, consciemment ou non...

ERNEST NAPOLI.



A-L W

J'ai été acquise à la cause défendue dans la Grande Relève par mon grand-père, aujourd'hui décédé. Je me sens proche de toutes vos idées, et j'en sais l'importance bien que je ne parviens pas à comprendre tous les raisonnements économiques !

Parfois, certains articles me gênent un peu quand on oublie l'importance du travail pour l'homme, que le travail doit être créateur, qu'il doit déterminer une responsabilité et avoir une utilité sociale. Je ne pense pas qu'il soit bon d'imaginer une "société-loisirs". Nous devrions être plus acteurs que consommateurs. Je suis tout à fait d'accord pour que les revenus puissent être dissociés du travail, que les richesses produites soient partagées équitablement... et que pour cela les mentalités changent !

Y.H., St Julien en Quint

RÉPONSE. J.Duboin employait le terme "ère des loisirs" pour exprimer le fait que nous sortons de l'ère du travail pénible qui était pour la majorité des gens une obligation permanente pour gagner de quoi vivre. Ce travail contraint disparaît. Mais il le fait remplacer par une activité qui, bien qu'utile, est librement choisie. Voyez notre proposition de contrat civique par lequel chaque citoyen peut prendre une initiative et s'engage à exercer une activité utile, créatrice, épanouissante ou à prendre une responsabilité reconnue. Il ne s'agit donc pas d'une société de loisirs, mais d'activités délibérément choisies, et qui peuvent évoluer au cours de la vie.

Quant à dire qu'il faut d'abord que les mentalités changent, non. Nous n'avons pas l'illusion de vouloir changer la nature humaine ! Nous cherchons l'organisation qui, tenant compte des moyens modernes, permettrait au mieux d'exalter ses qualités tout en limitant les excès de ses défauts.

Je lis p.9 de votre numéro 968 (la machine à scandales d'Henri Muller) que « les RG ont l'exorbitant pouvoir de détruire n'importe quel individu... de se débarrasser d'un gêneur ».

Il est dommage que vous ayez omis d'ajouter « avec l'aide de la psychiatrie » qui s'attaque à l'intégrité du corps et qui envahit tous les rouages de la société depuis la maternité avec les pédo-psy. Psychiatrie qui bénéficie de la complicité des médecins généralistes d'une manière scandaleuse qui fait froid dans le dos. Personnellement, j'ai fait l'objet des "bons soins" des R.G. et même de la DST qui n'ont pas regardé à la dépense.

J.B., Montfavet

NDLR. Notre correspondant joignait à sa lettre la copie du certificat médical que fit le Directeur honoraire de la clinique annexe universitaire de Charenton, copie dans laquelle on peut lire :

« Certes M. J.B. présente un tempérament enthousiaste et ardent. Mais un tempérament n'est pas une maladie et on peut s'étonner des internements psychiatriques dont il a été l'objet. Ces internements le classent malheureusement comme malade mental et le transforment en assisté définitif. Nous retrouvons là un phénomène actuel et général qui consiste à rejeter tous les problèmes dans la psychiatrie et à diminuer sous des prétextes divers des sujets en invoquant des maladies mentales qu'ils n'ont pas.

Cette évolution fâcheuse brise la carrière de sujets valables et crée ensuite un développement excessif de pensions. C'est là une de formes de la crise sociale actuelle.»

Tout comme il y a 50 ans, je ne renouvellerai pas mon abonnement à la GR en septembre.

Ni la doctrine, ni le bien fondé du journal ne sont en cause. J'avais perdu la foi, je ne l'ai pas retrouvée. La discipline induite dans sa politique ne convient toujours pas à notre monde de lemmings se croyant évolués. Les peuples conti-

nent à se donner les gouvernements qu'ils méritent et en subissent les conséquences. Revenu de tout humanitarisme, je persiste à croire que : Progrès + Croissance = Désastre...

Il y a deux ans, après une discussion avec mon filleul, agrégé d'Économie, ... je me suis indigné qu'il ignore tout de l'Économie distributive... Il me fallut, pour le convaincre de la réalité de cet idéalisme, l'appui du grand Larousse et ses quelques lignes sommaires sur l'Abondance.

De là, m'inquiétant de ce qui était enseigné à nos "élites", je me suis effaré de l'occultation par l'Université concernant ce qui pouvait gêner les idéaux mercantiles de notre époque. Tenant à combler cette lacune, j'ai voulu lui procurer les ouvrages de base ayant séduit ma jeunesse et que je regrettais ne pas avoir conservés.

Or, les libraires de ma connaissance n'ont rien pu me conseiller concernant mes recherches. Les éditions OCIA sont inconnues des éditeurs du Quartier Latin qui ont "oublié" l'intérêt de cette "vision économique". Les bouquinistes des quais ignorent ces publications disparues. Ne sachant plus où me tourner, j'ai mis une annonce dans "Rustica", rubrique Rusticabrac...

Et là ! Surprise ! Nombreux courriers... Tous des gens de ma génération n'ayant pas abdiqué... Vous mainteniez haut levé le drapeau. On me donnait les références, étaient joints des exemplaires marquants s'étalant sur plusieurs années... J'ai remercié chaleureusement et... me suis réabonné... Nostalgique !...

Ayant fait parvenir à mon filleul de quoi orienter différemment ses cours, peut-être quelques têtes fertiles seront curieuses de se rendre utiles à la cause. Je le souhaite, ne serait-ce que pour récompenser votre obstination courageuse, le talent et la compétence de vos collaborateurs...

Ne m'en veuillez pas si je retourne dans mon ermitage, dans les garennes de l'Abbaye de Sainte Économie... J'y boude en paix...

M.G., Montagne sur Gironde.

RÉPONSE : Dommage !

En résumé, malgré le risque d'être trop bref...

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

**C'est ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

qui pose en principe que :

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais

s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles. →

Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "**revenu social**" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous

et au même titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyen-neté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront

composées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers". La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M.-L. D.

-
- 2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.
 - 3. voir notre N° hors série de 1992.
 - 4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

BON DE COMMANDE À DÉCOUPER

VEUILLEZ ME FAIRE PARVENIR

- ... exemplaires de la **Grande Relève N°**....., à ... F l'un, soit..... F
- ... exemplaires de **Kou l'ahuri**, à 65 F l'un, soit..... F
- ... exemplaires de **Les affranchis de l'an 2000**, à 110 F l'un, soit..... F
- ... exemplaires d'**Un Socialisme à visage humain**, à 25 F l'un, soit..... F
- ... exemplaires de la bande dessinée **Et si on changeait?** à 25 F l'une, soit..... F

JE JOINS POUR CELA LA SOMME TOTALE DE F

PAR CHEQUE À L'ORDRE DE **LA GRANDE RELEVÉ, CCP 1340239 M PARIS.**

PRÉNOM,
NOM,
ADRESSE
EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE
ET SIGNATURE

M.....
.....
.....
.....
.....